

Construire un programme d'émancipation à partir des mouvements sociaux

mardi 27 septembre 2022, par Gustave Massiah

Nous sommes entrés dans une période de rupture fondamentale, une période de transition marquée par de fortes contradictions. Les différentes instances, sociales, écologiques, géopolitiques, politiques, idéologiques, entrent en crise et ces crises se combinent. Cette situation rappelle la crise des années 1930 avec les crises économiques et sociales, les guerres mondiales, la montée des fascismes, les révolutions socialistes. Pour comprendre la situation nouvelle, il faut partir des contradictions et de leurs évolutions.

Cette période de crises renforce l'hypothèse d'une transition qui concerne le mode de production dominant, le capitalisme. Ces transitions sont en général longues, avec des moments d'accélération. À l'exemple de la transition entre le féodalisme et le capitalisme qui a vu la bourgeoisie l'emporter sur l'aristocratie en tant que classe dominante. S'agit-il dans le cas actuel d'une transition interne au capitalisme comme celles qui ont vu le capitalisme industriel succéder au capitalisme marchand ou celle qui a vu le capitalisme financier prendre le pas sur le capitalisme industriel ; ou s'agit-il d'une crise qui remet en cause le capitalisme lui-même ?

Nous vivons une période de profondes incertitudes, une période de bifurcations entre plusieurs avenir possibles. Les mouvements sociaux doivent définir et adapter leur stratégie. Si l'orientation générale est toujours celle de l'émancipation et de la défense des intérêts des classes opprimées, les objectifs à court terme et les alliances dépendent de l'évolution de la situation et des rapports de forces. Comment caractériser la situation nouvelle et définir des propositions sociales et écologiques ? Quelle stratégie et quelles propositions, dans cette situation, pour les mouvements sociaux citoyens ?

La démarche proposée met en avant cinq propositions : approfondir l'analyse de la situation ; partir des nouvelles radicalités ; inscrire les nouvelles radicalités dans les luttes des classes ; réinventer l'instance du politique ; redéfinir l'internationalisme.

1. Approfondir l'analyse de la situation

L'évolution du capitalisme

L'espace mondial est capitaliste. Le capitalisme paraît l'avoir emporté et ne semble pas remis en cause malgré ses contradictions. Alors même que le capitalisme est en crise et peut-être épuisé, la définition de son dépassement reste à

définir et à comprendre. Les conséquences de l'écologie, visibles avec l'évolution climatique, ne font que commencer. On assiste déjà à diverses évolutions avec des liaisons inattendues entre le néolibéralisme et des formes de capitalisme d'État comme en Chine et en Russie.

La crise du néolibéralisme est ouverte depuis 2008, prolongée par la crise du climat et de la pandémie et par les guerres. Il s'agit d'une crise de cette phase de la mondialisation, le néolibéralisme, et du cycle marchandisation-mondialisation-financiarisation. Et probablement d'une crise plus profonde du capitalisme lui-même et de la réponse austéritaire (austérité et sécuritaire) à la crise financière de 2007-2008. Il s'agit notamment de la contradiction écologique qui se traduit déjà par des contradictions au sein du capital, comme par exemple celles entre extractivistes et secteurs du numérique.

La question du dépassement du capitalisme est ouverte. Elle ouvre la discussion sur la définition des alternatives. Elle s'inscrit dans la discussion sur la transition écologique, sociale, démocratique et géopolitique. Ce sont les grandes contradictions à l'œuvre, en y rajoutant la transition idéologique et culturelle. Il reste maintenant à nourrir chacune de ces dimensions à partir des nouvelles propositions de construction d'un autre monde possible et nécessaire. Il faut aussi développer les alternatives, les nouveaux rapports sociaux de dépassement du capitalisme dans les sociétés actuelles, comme les rapports sociaux capitalistes marchands se sont développés dans les sociétés féodales avant que le mode de production capitaliste ne devienne dominant et que les superstructures politiques bourgeoises ne s'imposent. Fernand Braudel avait noté son intérêt pour la proposition de Samir Amin de distinguer les transitions longues, notamment la chute de l'empire romain, et les transitions courtes comme celle que la bourgeoisie avait dirigé dans la construction du capitalisme.

Immanuel Wallerstein, dans la longue préface qu'il a rédigée pour la version anglaise du livre *Une stratégie altermondialiste* [1] estimait que la période de dépassement du capitalisme était en

cours et que dans les trente prochaines années nous verrions s'imposer de nouveaux modes de production dominants. Le capitalisme n'étant pas éternel, quelles nouvelles classes, quels nouveaux rapports sociaux pourraient lui succéder ? Il précisait que le dépassement du capitalisme n'était pas forcément le socialisme, qu'il s'agirait probablement d'un nouveau mode de production inégalitaire et que l'enjeu était celui de la Nature et de l'importance des inégalités structurantes de l'ordre mondial émergent et des nouvelles formes de propriété qui détermineraient les nouveaux rapports de production.

Quelles seraient les nouvelles classes sociales qui structureront les sociétés ? Gérard Duménil et Dominique Lévy [2] rappellent que les nouvelles classes sociales qui ont défini le capitalisme n'étaient pas les classes sociales principales de la société féodale, l'aristocratie et la paysannerie ; ce sont des classes nouvelles qui sont nées dans le processus du nouveau mode de production capitaliste : la bourgeoisie et la classe ouvrière. Ils proposent de reconnaître comme nouvelle classe dominante le « managérialisme » né de la séparation entre actionnaires et managers. De même, on peut estimer que le nouveau prolétariat découlerait du « précaire » soumis à de nouvelles formes d'exploitation et qui succéderait au rôle qu'a joué le salariat pour la classe ouvrière.

Les mutations de l'impérialisme

Rosa Luxemburg et Lénine ont renouvelé l'analyse de l'impérialisme en liant l'impérialisme au capitalisme et en le définissant comme stade suprême du capitalisme. Et aujourd'hui, le capitalisme détermine, sans aucun doute, l'impérialisme dominant. Dans l'hypothèse, possible, d'un nouveau mode de production dominant, l'impérialisme pourrait changer de nature. De nouvelles formes de domination, de nouvelles formes de puissances, pourraient remplacer la subordination au capitalisme.

Le temps long de la décolonisation inachevée modifie déjà le système international. Chou En Lai avait déclaré à Bandung, en 1955, « les États veulent leur indépendance, les nations veulent leur libération, les peuples veulent la révolution ».

L'indépendance des États est en partie réalisée mais reste inachevée ; le système international est à redéfinir ; la libération des nations remet en question le modèle de l'État-Nation. Les nouvelles radicalités sont très marquées par les nouvelles prises de conscience comme on peut le voir notamment avec le mouvement des droits des femmes, les luttes contre le racisme et les discriminations, les luttes des peuples autochtones.

La situation géopolitique a déjà profondément changé. Les rapports de puissance, les alliances, les blocs sont en recomposition [3]. L'hypothèse des conflits inter-impérialistes doit être approfondie. Les trois puissances dominantes développent des formes d'impérialismes qui sont de nature différente, même si elles mettent toutes en œuvre une doxa néolibérale. Les États-Unis sont toujours la puissance dominante et contrôlent l'Europe et le Japon dans la triade dominante. La Russie rappelle avec insistance son existence. La

Chine gère assez adroitement sa montée en puissance. L'alliance des BRICS illustre, avec le Brésil, l'Inde, et l'Afrique du Sud, la montée des puissances régionales. Une nouvelle forme de non-alignement est en gestation. L'hypothèse d'un Sud Global reste à définir.

La guerre en Ukraine illustre les contradictions de la situation et l'imprévisibilité des évolutions. Elle ne résume pas, à elle seule, la situation. L'invasion russe est contraire au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes dans le cadre du droit international. En mettant en cause la responsabilité de Lénine dans l'affirmation de ce droit, Poutine souligne la différence entre la Russie actuelle et la révolution soviétique. Certes, la stratégie américaine et le rôle joué par l'OTAN ne sont pas négligeables. Ils ne permettent pas pour autant de remettre en cause le droit de résister à une occupation. La stratégie américaine met en œuvre tous les moyens pour sauvegarder sa position dominante et préparer ses réponses à la montée en puissance de la Chine. L'Europe a choisi de suivre les positions américaines. Une grande partie des pays du Sud ont pris leurs distances et sont à la recherche d'une nouvelle division internationale du travail et d'un non-alignement ; c'est l'hypothèse d'un « Bandung 2 ».

La pandémie et le climat dans la crise de civilisation

Les pandémies et le climat occupent le devant de la scène. Ce n'est pas la première fois qu'ils s'invitent dans l'histoire. Dans un livre excellent, Kyle Harper [4] discute de leur rôle dans la chute de l'empire romain occidental et montre comment ils ont révélé la perte de résilience de Rome. Ce qui nous amène à réfléchir à la perte de résilience et à la chute probable de l'empire américain ainsi qu'au déplacement du centre du monde et à la montée de l'Asie. Ce qui nous amène aussi à considérer que nous vivons actuellement une crise de civilisation qui sera longue. Elle inscrit dans l'horizon le dépassement du capitalisme. Cette crise nous conduit à revenir sur la compréhension des transitions entre civilisations et à considérer l'effondrement annoncé par la crise écologique, qui n'est pas forcément la fin de l'Histoire, comme un passage vers l'émergence de nouvelles civilisations.

Ce que nous vivons n'est pas une parenthèse, c'est une rupture. D'abord par l'ampleur du phénomène. Il est clair que nous allons vivre avec des pandémies. Celle que nous avons vécue n'est pas un accident. La pandémie n'est qu'une facette de la rupture. La covid-19 n'est pas la cause de la rupture et des grandes discontinuités. Mais, c'est plus qu'un révélateur. Elle a accentué la prise de conscience de la rupture écologique. L'écologie, avec le climat, la biodiversité et la cohabitation des espèces, s'impose comme incontournable dans la compréhension de l'évolution. Il s'agit d'une remise en cause philosophique, la fin du temps infini ; le temps fini [5] et l'irruption de l'urgence par rapport à la possibilité d'une vie digne sur cette planète.

Le climat et la pandémie impriment de manière indélébile plusieurs grandes contradictions. Ils remettent en cause la manière de penser toutes les dimensions de la transformation

des sociétés, et notamment le développement, la mondialisation, le système international et géopolitique, le rapport entre l'individuel et le collectif, la défense des libertés et la démocratie, les inégalités et les discriminations, le rapport entre les espèces, les manières dont les sociétés traitent de la mort, la place du travail et des revenus, la place de l'action publique, des États, des nations et des peuples.

La conjonction de la crise sanitaire de la covid-19 et de l'urgence climatique est un révélateur de la perte de résilience du système international. Les contradictions écologiques mettent en cause les rapports de l'espèce humaine et de la Nature [6]. Les contradictions économiques et sociales mettent en cause le système dominant, celui du capitalisme néolibéral. Les contradictions politiques mettent en cause les institutions, les États et la démocratie. Les contradictions idéologiques et culturelles mettent en cause la compréhension du monde. Les contradictions géopolitiques mettent en cause le système international. Les débats sont ouverts sur tous ces aspects ; l'ensemble correspond à une crise de civilisation.

La crise sanitaire de la covid-19 a souligné l'affaiblissement des États-Unis en tant que pôle dominant et la faiblesse de l'organisation du système international dans son incapacité à répondre à une crise globale. La crise sanitaire a aussi démontré l'inadéquation du système international. Les réponses à une crise globale ont été nationales, sans grande concertation. Les Nations unies ont démontré leur paralysie et leur inadéquation. Après l'équilibre bipolaire jusqu'en 1989 et un épisode unipolaire de plus en plus instable, la possibilité d'une multipolarité est ouverte.

Une crise idéologique déterminante

Nous sommes engagés dans une violente bataille pour l'hégémonie culturelle au sens où l'entendait Antonio Gramsci. Elle oppose deux conceptions du monde : une vision identitaire et sécuritaire portée par les extrêmes droites dans le monde et une vision égalitaire et solidaire portée par les luttes et les nouvelles radicalités. Cette bataille interpelle les libertés et oppose une conception libertarienne des égoïsmes individuels et une conception progressiste des libertés individuelles et collectives.

La question de la démocratie est au cœur de ces affrontements. Elle est la plus difficile. Sur les grandes orientations d'un dépassement du capitalisme, on voit quelques repères. Sur le plan du social, on voit bien qu'il faut mettre en œuvre l'égalité et refuser les discriminations. Pour l'écologie, on comprend que l'on peut rejeter le productivisme et défendre d'autres rapports avec la Nature. Sur le plan géopolitique, on peut faire progresser le droit international par rapport au droit des affaires. Pour la démocratie, la prochaine étape reste à inventer. Elle passe par la critique de la conception américaine et européenne de la démocratie, de ses limites et de sa subordination à la propagande occidentale.

La dernière période de luttes n'a pas permis de définir des

propositions dans ce domaine. Pourtant, depuis 2011, des situations insurrectionnelles dans plus de 47 pays ont mis en avant la volonté des peuples pour la démocratie et le refus des corruptions. La remise en cause, dans ces mouvements, de la délégation et de la représentation et la montée des abstentions interpelle la démocratie représentative ; les formes de démocratie directe sont difficiles à définir. La question de la démocratie dans le dépassement du capitalisme n'est pas nouvelle. Le *Manifeste communiste* affirmait déjà, en 1848, que « la première étape dans la révolution ouvrière est la constitution du prolétariat en classe dominante, la conquête de la démocratie ». Et que « Tous les mouvements historiques ont été, jusqu'ici, accomplis par des minorités ou au profit des minorités. Le mouvement prolétarien est le mouvement spontané de l'immense majorité au profit de l'immense majorité. »

2. Partir des nouvelles radicalités

Prendre conscience du temps long n'enlève rien à la liberté d'écrire l'Histoire, d'inventer des nouveaux chemins par rapport aux incertitudes et aux contradictions. Qu'est-ce qui risque de se passer maintenant ? Deux grandes possibilités vont cohabiter et s'affronter. La première, c'est la tentative de reprise en main. Ceux qui, à un moment donné, ont été obligés de lâcher du lest, vont essayer de reprendre les pouvoirs économiques, financiers, politiques, y compris policiers et militaires. C'est ce que nous avons déjà, avec la montée de régimes qui s'appuient sur des idéologies racistes, xénophobes et sécuritaires soutenues par une partie des populations qui acceptent, face à la peur du changement, les propositions conservatrices et réactionnaires. Les Trump, Orban, Modi, Bolsonaro vont continuer à prospérer. Nous allons probablement voir se multiplier des formes de ce capitalisme apparu après la crise de 2007-2008, un néolibéralisme austéritaire, qui risque de devenir un néolibéralisme dictatorial. Les reprises de contrôle vont être très brutales, ce sera la stratégie du choc décrite par Naomi Klein [7]. Elles ne se limiteront pas aux attaques contre les libertés et à l'augmentation des violences policières. Des conflits multiples vont se développer, des guerres aussi dont on sait qu'elles sont une manière de rétablir l'ordre.

En face, les résistances seront également puissantes. On va assister à une multiplication de protestations, de manifestations, de révoltes. Ces mouvements s'appuient sur des changements qui étaient déjà en cours avant la pandémie. Nous allons également assister à l'émergence d'idées et de propositions nouvelles. Nous retrouvons la situation décrite par Antonio Gramsci. Dans ses *Carnets de prison*, il écrivait en 1937 : « Le vieux monde se meurt, le nouveau monde tarde à apparaître, et dans ce clair-obscur surgissent les monstres ». Nous y sommes : les monstres sont là, le vieux monde se meurt, où est donc le nouveau monde ? C'est celui que les nouvelles radicalités anticipent.

Les radicalités des idées nouvelles sont portées par des mouvements très offensifs (féministes, antiracistes, écologistes,

les acteurs du numérique, les peuples autochtones, les migrants, la décolonisation). Les idées d'extrême droite peuvent être lues comme la réaction aux changements radicaux, aux bouleversements annoncés par ces mouvements.

Les droits des femmes et le genre

La question de l'émancipation féministe a pris une place majeure. Il s'agit d'une nouvelle étape dans les longues luttes des femmes pour leur libération. C'est une révolution considérable. Il s'agit d'un bouleversement majeur dans les sociétés, qui remet en cause les rapports entre les sexes et les rapports de genre. Il interpelle le patriarcat et la domination masculine et interroge les formes de fragilité. La profondeur de la remise en cause se traduit par des formes de panique et suscite chez certains hommes des réactions extrêmement violentes. C'est une révolution radicale qui se répand dans tous les pays et dans toutes les cultures nationales ou religieuses.

L'affolement dans les rapports sociaux se traduit par un affolement dans la théorie. L'affirmation de la nécessité de prendre en compte les rapports de genre et les rapports au racisme pour comprendre les rapports de classe suscite une réaction très violente. Certains y lisent une remise en cause des rapports de classe plutôt qu'une nécessité d'approfondir la compréhension de leur réalité. Alors que la réalité est inverse comme le démontre si bien Angela Davis [8]. L'intersectionnalité est présentée comme un choix pour les minorités par rapport à la compréhension des rapports de classe. L'afroféminisme, dans les pays où il se manifeste, montre bien le lien étroit entre les couches populaires, les revendications féministes et les groupes « racisés ».

L'écologie

La question écologique s'est imposée comme une question centrale, notamment au travers de la prise en compte des modifications liées au changement climatique et à la perte de la biodiversité. La prise de conscience de l'urgence écologique a beaucoup tardé. Les constats et les mises en garde concernant le climat n'ont pas été écoutés depuis les années 1970 et jusqu'à ces dernières années. Bien que les cercles dirigeants, à l'exemple des entreprises extractivistes des combustibles fossiles, aient eu vent des recherches très tôt, elles ont cherché durant des décennies à semer le doute et masquer leur responsabilité. Si bien qu'aucune mesure sérieuse n'a été mise en œuvre. La prise de conscience de l'importance des mesures nécessaires commence à faire son chemin. Elle devrait commencer par les mesures de correction des émissions des gaz à effet de serre en ce qui concerne les politiques énergétiques. Elle interpelle les logiques des politiques mises en œuvre et la remise en cause du modèle de développement. La notion même de développement, et sa subordination à la croissance productiviste, est aujourd'hui fondamentalement critiquée [9]. La question est devenue civilisationnelle. Il s'agit d'une révolution culturelle majeure.

L'urgence est mise en avant par les populations et cette préoccupation transparait dans les mouvements d'opinion car les conséquences sont de plus en plus visibles. Les jeunes générations y sont de plus en plus sensibles. Les autorités affirment en tenir compte ; mais, dans le même temps elles continuent à développer les mêmes politiques. Dans certains domaines, notamment à propos du débat sur les politiques énergétiques ou les politiques urbaines par exemple, elle se traduit souvent par la recherche de solutions technologiques qui ne remettraient pas en cause la dynamique de croissance économique. Alors que les questions écologiques sont directement liées aux inégalités de richesses !

L'écologie s'impose comme incontournable dans la compréhension de l'évolution des relations géopolitiques mondiales, mais aussi dans une dimension plus anthropologique. Le climat, la biodiversité, la cohabitation des espèces, interrogent le rapport entre l'espèce humaine et la Nature. Il s'agit d'une remise en cause philosophique, la fin du temps infini qui repousse toujours les solutions à demain, et de l'espace infini qui découvre toujours de nouveaux territoires à exploiter.

Le numérique

Quels sont les changements profonds qui construisent le nouveau monde et qui préfigurent les contradictions de l'avenir ? Le numérique et les biotechnologies ne sont pas le seul bouleversement en cours mais ils en marquent beaucoup d'autres. Le numérique renouvelle le langage et l'écriture et les biotechnologies interrogent les limites du corps humain. Il y a plusieurs bouleversements en cours, des révolutions inachevées et incertaines. Elles bouleversent le monde ; elles sont aussi porteuses d'espoirs et marquent déjà l'avenir et le présent. Pour l'instant, elles provoquent des refus et de grandes violences.

Le numérique est une révolution technologique qui a de fortes interactions avec le changement social sans pour autant le surdéterminer. Les mouvements sociaux du numérique marquent les nouvelles générations [10]. Les activistes des mouvements sociaux ont joué un rôle dans le développement du numérique même si leurs apports ont été confisqués et déviés par les GAFAM. Il existe également des opposants à l'intérieur du monde numérique qui forment un mouvement social spécifique qui converge avec les mouvements sociaux et peut les renforcer. Ils peuvent jouer un rôle moteur dans la lutte contre les GAFAM et contre l'impunité et le pouvoir exorbitants des multinationales du numérique. Ils peuvent s'opposer à la contre-attaque des autorités sur le terrain même du numérique et de l'information (surveillance de masse, désinformation, infox...) et doter les mouvements des outils numériques qui permettront de résister aux plateformes hégémoniques et d'inscrire les mouvements dans la détermination des stratégies.

Le racisme et les discriminations

La question du racisme est, avec la question féministe, l'objet de

réactions qui s’y opposent avec une grande violence. Les deux mouvements les plus radicaux aujourd’hui aux États-Unis, devenus des références dans une large partie du monde, sont #MeToo et Black Live Matters. La question du racisme en liaison avec la question des migrations renvoie au caractère inachevé de la décolonisation.

Le refus du racisme et des discriminations est une des caractéristiques majeures de la situation mondiale. Contrairement à ce qu’espèrent certains, il ne suffit pas de tourner la page de la colonisation. Le racisme trouve ses sources dans l’histoire longue, et on voit resurgir la question de l’esclavage et de la traite dont les conséquences marquent encore profondément l’organisation du monde et l’imaginaire des sociétés. Il ne s’agit pas seulement de la reconnaissance et des réparations. Le refus du racisme est aussi un élément déterminant de l’avenir. Il est porteur de la définition de l’Humanité comme sujet de son propre devenir. Il renforce la reconnaissance de l’égalité comme valeur cardinale et comme marqueur de la différence entre les valeurs progressistes et les valeurs réactionnaires.

Les peuples autochtones

L’irruption des peuples autochtones sur le devant de la scène introduit de profonds changements. Niés par les colonisations et l’esclavage, victimes de génocides, ils ont survécu et se présentent à nouveau sur le devant de la scène mondiale. Leur présence reconstitue l’histoire longue de l’Humanité. Ils rappellent que les civilisations se nourrissent de leurs histoires et que le progrès n’est pas la négation du passé. Ils rappellent que les civilisations ont inventé une pluralité de réponses et que l’avenir ne se construit pas par la négation de l’Histoire.

Les peuples autochtones rappellent des valeurs que le capitalisme a niées et refoulées. Ils démontrent que les rapports à la Nature sont multiples et inscrivent une démarche écologique dans l’histoire longue de l’Humanité. Ils rappellent que la culture s’inscrit dans l’histoire longue. On peut prendre par exemple la signification d’une nouvelle valeur, celle du « buen vivir », qui ne saurait se résumer au « bien-vivre », et qui traduit la richesse et la profondeur des civilisations encore vivantes et toujours nécessaires à l’avenir de l’Humanité, de ses savoirs et de ses sagesses.

La question des migrations

Les migrations ont accompagné l’histoire de l’Humanité depuis ses débuts ; elles commencent avec l’Homme de Néanderthal et l’Homo sapiens. À chaque période, les migrations s’adaptent et prennent des caractéristiques nouvelles [11]. Aujourd’hui avec la phase du néolibéralisme comme phase de la mondialisation capitaliste, les migrations prennent trois formes : les migrations économiques qui prolongent et modifient les migrations de travail marquées par l’évolution industrielle du XX^e siècle ; les migrations politiques liées aux situations de guerres et de répressions ; les migrations environnementales qui vont prendre

une importance majeure.

Les migrations vont prendre de nouvelles formes avec l’évolution de la démographie mondiale. Plusieurs démographes estiment que la population mondiale sera en décroissance [12]. Il faut revenir sur la question démographique. Beaucoup de pays sont au taux de remplacement démographique ou en dessous de ce taux. On estime que la population sera en décroissance dans une trentaine de pays en 2050, contre une vingtaine aujourd’hui. L’explication renvoie à l’émancipation des femmes et à l’évolution vers un taux de fécondité de 1,7 enfant par femme. Dans plusieurs régions du monde le vieillissement social devient un problème essentiel.

Plusieurs éléments nouveaux vont modifier la question des migrations dans la prochaine période. Le choc de la décroissance démographique dans de nombreux pays, notamment dans les pays les plus industrialisés et la rupture écologique ont déjà été mentionnés. Citons aussi la réduction dans de nombreux pays de la population agricole. À l’image de l’évolution dans les pays industrialisés, elle passe de la majorité de la population à environ 5 % de la population. Cette évolution pourra modifier le rapport entre nomades et sédentaires qui a été marquant depuis l’invention de l’agriculture en Mésopotamie. D’autres modifications accompagneront les évolutions des caractéristiques des États-Nations qui ont défini les formes de gestion des frontières des trois derniers siècles. Ce sont les pays qui accepteront les migrants et développeront des cultures d’accueil qui seront les plus porteurs d’avenir.

Ce qui caractérise aujourd’hui les migrations, au niveau des mobilisations des migrants et aussi au niveau de ceux qui en font la cause de tous les maux, ce sont les références à l’esclavage et à la colonisation. C’est parce que la décolonisation n’est pas terminée et que l’imaginaire relie la première colonisation à la seconde, celle des empires coloniaux et de l’impérialisme comme stade suprême du capitalisme. Les luttes contre le racisme et les discriminations se réfèrent à la décolonisation et la prolongent.

La décolonisation inachevée

Trois des nouvelles radicalités, le racisme et les discriminations, les peuples autochtones, les politiques de migrations renvoient directement à la décolonisation. Et les trois autres ne peuvent pas être compris si on en fait abstraction. C’est parce que nous sommes dans une période caractérisée par l’actualité de la décolonisation. La première phase de la décolonisation, celle de l’indépendance des États est à peu près terminée, mais la décolonisation est très loin d’être achevée. Elle caractérise la période actuelle dans tous ses aspects, économiques, sociaux, écologiques, géopolitiques, idéologiques.

D’autant qu’à partir de 1980, les pays dominants, États-Unis, Europe et Japon, ont repris le contrôle de la mondialisation en imposant le néolibéralisme. Ils ont mis fin à la tentative des pays du Sud d’équilibrer les échanges internationaux en leur imposant l’endettement et les programmes d’austérité dits d’ajustement

structurel. La deuxième phase de la décolonisation commence, celle de la libération des nations et des peuples. Elle interpelle la forme des États-nations comme on peut le voir à travers les tentatives d'États plurinationaux d'une part et les évolutions des formes de la mondialisation d'autre part. Elle interroge aussi le rôle que pourraient jouer les grandes régions géoculturelles dans l'évolution du système international.

La décolonisation reste à l'ordre du jour en réponse aux inégalités dans le système mondial et aussi dans la conscience de l'histoire longue des formes de domination.

3. Inscrire les nouvelles radicalités dans les luttes des classes

La synthèse entre les nouvelles radicalités et les luttes de classes est la question centrale ; et elle suscite des débats contradictoires et passionnés. Les nouvelles radicalités ne sont pas extérieures aux luttes de classes ; elles en font partie. Elles s'inscrivent dans les luttes de classes et elles préfigurent leur évolution. Chacune des nouvelles radicalités est incompréhensible si on ne la situe pas par rapport aux appartenances de classes. Elles préfigurent les mutations des classes sociales dans l'évolution du mode de production capitaliste. Elles préfigurent les nouvelles classes sociales dans l'hypothèse d'une transition plus profonde, dans l'hypothèse du passage à un nouveau mode de production qui succéderait au mode de production capitaliste.

L'analyse doit partir des deux classes principales, la bourgeoisie et la classe ouvrière et de leurs évolutions. La fraction financière et mondialisée de la bourgeoisie est pour l'instant la classe dirigeante. Elle a réussi à intégrer, par l'actionnariat, une partie des cadres, mais elle ne donne pas de réponse à la masse des cadres qui se sont multipliés avec la scolarisation massive et le numérique. Elle a réussi à contrôler la formation à travers l'idéologie du « management » et de la « business administration ». Mais elle rencontre de nouvelles contradictions à partir de deux nouvelles radicalités, celle de l'écologie qui remet en cause le productivisme, et celle du numérique qui modifie la conception même de l'encadrement. Elle ne donne pas de réponse à l'ensemble des cadres en tant que classe en formation.

La mondialisation et l'internationalisation des chaînes de valeurs ont modifié les conditions ouvrières. La précarisation sous différentes formes caractérise aujourd'hui les procès de production internationalisés. Le salariat a changé de nature, il ne caractérise plus uniquement la classe ouvrière. Le salariat ne définit plus une condition, il est devenu un statut partagé par de nombreuses catégories. Les syndicats de salariés ne représentent plus uniquement le mouvement ouvrier ; ils restent toutefois marqués par leur histoire et constituent une forme d'organisation qui prolonge la mémoire ouvrière et préparent les alliances de classes entre producteurs.

L'évolution du mouvement paysan est significative de la nature et du rôle des mouvements sociaux. Quand Bernard Lambert, un des fondateurs de Paysan-travailleurs et de la Confédération paysanne, déclare au Larzac, en 1973, « les paysans ne seront plus jamais des Versaillais » en rappelant la manière dont la bourgeoisie française avait utilisé les paysans contre la Commune, il s'appuie sur le travail qu'il a mené pour définir les « paysans-travailleurs » en démontrant que leur subordination au capital les avait transformés en quasi-salariés. La Via Campesina est aujourd'hui un des mouvements les plus nombreux au monde. Ses membres ont réussi à persuader le monde, et à se persuader eux-mêmes, que l'agriculture paysanne est plus moderne que l'agro-industrie, compatible avec les contraintes écologiques, et ont défini les revendications avancées, notamment la souveraineté alimentaire et le refus des OGM. Elle indique des voies pour penser à l'évolution des classes sociales, au rapport entre les classes sociales et à l'orientation d'un projet politique international.

Les nouvelles radicalités permettent de mieux comprendre les mutations en cours des classes sociales et les rapports entre les classes. Elles impliquent de situer la réflexion à l'échelle de la mondialisation. D'abord parce que chacune des radicalités ne peut se comprendre qu'à l'échelle mondiale. Ensuite parce que certaines des radicalités impliquent que l'on tienne compte, dans l'analyse de la situation, d'une évolution majeure, celle de la décolonisation. Comme nous l'avons indiqué, trois des nouvelles radicalités découlent directement de la décolonisation comme facteur déterminant de l'évolution : le racisme et les discriminations, les peuples autochtones, la question des migrations. Les trois autres (le féminisme, l'écologie, le numérique) ne peuvent être comprises si on ne tient pas compte de la décolonisation inachevée comme facteur majeur de la situation actuelle.

Les nouvelles radicalités transforment les luttes de classes

Partir des nouvelles radicalités est donc une des manières de comprendre les évolutions des luttes de classes et de les inscrire dans une démarche commune. Il ne s'agit pas de les considérer comme subordonnées à une instance supérieure mais au contraire de les rattacher structurellement les unes aux autres et de les intégrer dans un projet commun.

Il s'agit d'abord de renforcer le mouvement ouvrier et le mouvement paysan à toutes les échelles, locales, nationales et mondiales. Il ne s'agit pas de les considérer comme des références mythiques et abstraites mais de partir de leurs complexités et de la richesse de leurs réalités. Ce sont les conditions ouvrières et paysannes qui permettent le mieux de comprendre les situations des producteurs de plus-values et leurs évolutions. En élargissant la compréhension aux différentes formes de précarité, on peut mieux saisir l'évolution du prolétariat en constitution. On peut aussi mieux prendre en compte l'évolution des projets d'émancipation dont ils sont porteurs. La complémentarité des mouvements ouvriers et

paysans est aussi une manière de tenir compte des rapports avec la Nature et des ouvertures écologiques.

La référence principale, c'est celle de l'égalité. C'est le marqueur historique de la gauche [13] depuis la Révolution française, confirmé par La Commune. Cette valeur a été confirmée par le refus des inégalités et des discriminations qui est devenu déterminant du point de vue idéologique et politique. Le mouvement ouvrier et le mouvement paysan sont porteurs de cette référence à l'égalité et du refus des inégalités. Le refus des inégalités s'est élargi et concerne maintenant les inégalités sociales et écologiques. La prise de conscience remet en cause les oligarchies et les inégalités sont de plus en plus reliées à la mise en cause de la corruption.

La mise en avant de l'égalité comme valeur de référence s'est concrétisée par la revendication des droits. Cette évolution a été confirmée par la pandémie et les réponses à la pandémie qui a mis en avant l'importance des droits : droit à la santé, droit à l'éducation, droit au revenu qui, il y a peu, apparaissait comme complètement utopique, droit au travail, droit au logement et droit à la ville, droit aux services publics. À cela viennent s'ajouter de nouvelles propositions pour l'obtention de droits : droit à une action publique qui ne soit pas uniquement la bureaucratie et l'État, droit des communs par rapport à la propriété. Nous avons brutalement une floraison extraordinaire d'idées nouvelles. Évidemment, elles ne vont pas s'imposer tout de suite. Elles préfigurent ce que pourrait être le nouveau monde.

Un chantier déterminant de l'avenir est celui de la démocratie dans l'entreprise [14]. L'entreprise reste un espace hermétique par rapport à l'égalité des droits et à la démocratie. La première priorité est de libérer les entreprises de la dictature des actionnaires, principalement de l'actionnariat financier. De très nombreuses propositions existent pour donner leur place aux différentes parties prenantes : les salariés de l'entreprise, ouvriers, employés, techniciens et cadres ; les chercheurs ; les sous-traitants ; les fournisseurs ; les collectivités locales des territoires concernés ; les États, les distributeurs ; les clients ; etc.

Le salariat en tant que statut facilite la prise en compte des droits. On arrive alors à une réflexion sur l'évolution du salariat. Le salaire ne se résume pas à un revenu, il est porteur de nombreux droits. Si le salariat est un statut social et non le marqueur d'une condition sociale, ne faudrait-il pas généraliser le salariat à toute la population ? De très nombreuses hypothèses circulent autour de cette hypothèse.

Il reste une question qui n'est pas secondaire. Si le refus des inégalités est si présent et si l'égalité peut être une référence, comment expliquer la montée des idées d'extrême droite dans le débat public ? Les raisons renvoient à la crise idéologique dont nous avons déjà parlé. L'extrême droite a évolué dans son discours ; elle ne se revendique plus autant des inégalités, et pour séduire les couches populaires, il lui arrive de parler d'égalité ; mais elle se garde de tenir pour responsables des

inégalités, les plus riches et les plus puissants. Elle agite la peur de ceux qui sont plus pauvres et des étrangers. Nous sommes dans la bataille pour l'hégémonie culturelle qui construit l'identité et la sécurité contre l'égalité et la solidarité.

4. Réinventer l'instance du politique

Le politique est interpellé par le projet de changement de la société à ses différentes échelles : locale, nationale et mondiale. Le politique est marqué par des bouleversements profonds. Les rapports de production n'ont pas changé de nature, mais nous vivons des mutations liées aux cultures que portent les nouvelles technologies, notamment le numérique et les biotechnologies. Les modes de pensée sont bouleversés par la révolution écologique. La révolution majeure des droits des femmes, au-delà des réactions violentes qui la rejettent, commence à peine à produire ses effets et conduit à un bouleversement incroyable des sociétés. C'est la réinvention de la démocratie qui est au cœur des mutations et des interrogations. La démocratie économique et sociale reste une nécessité. Elle est à réinventer. Il est clair que la démocratie ne se résume pas au marché, mais il apparaît aussi que l'État ne suffit pas à définir le contraire du marché et à garantir la démocratie. La démocratie culturelle et politique nécessite la réinvention du politique.

L'abstention aux élections interpelle ; elle traduit l'impression que la transformation du pouvoir ne passe plus par les élections. Une des questions posées est celle du rapport entre les mouvements, les partis et les gouvernements. Le politique ne se restreint pas aux partis. Dans tous les mouvements, une revendication s'affirme : le rejet de la corruption. La défiance par rapport aux partis et aux formes traditionnelles du politique s'exprime par la condamnation systématique de la corruption systémique. La fusion entre le politique et le financier corrompt structurellement la classe politique dans son ensemble. Le rejet de la corruption va au-delà de la corruption financière ; il s'agit de la corruption politique. Elle est visible dans les politiques imposées et dans le mélange des intérêts. Comment faire confiance quand ce sont les mêmes, avec parfois un autre visage, qui appliquent les mêmes politiques, celles du capitalisme financier. La subordination du politique au financier annule le politique. Elle remet en cause l'autonomie de la classe politique et la confiance qui peut lui être accordée.

La radicalité ne signifie pas automatiquement une avancée progressiste. Il faut prendre en compte la droitisation des sociétés. La montée des courants fascistes, d'extrême droite et populistes réactionnaires est sensible et emprunte parfois certaines des formes des mouvements d'émancipation. Elle prend d'ailleurs des formes différentes avec le néo-conservatisme libertarien aux États-Unis, les diverses formes de national-socialisme en Europe, le jihadisme armé au Moyen-Orient, le hindouisme extrémiste en Inde, etc. Dans plusieurs des nouveaux mouvements, la gauche classique est battue en brèche et des courants de droite paraissent quelquefois imposer leurs points de vue. Dans leur ensemble toutefois, les mouvements

sociaux portent la contestation de l'ordre dominant et une volonté d'émancipation. La différenciation est relativement simple, passée les premiers effets de surprise. Ce qui différencie les mouvements, c'est l'orientation stratégique : l'accès aux droits pour tous et l'égalité des droits.

Les mouvements sont spontanés, radicaux, hétérogènes. C'est le cas des mouvements apparus à partir de 2011 en réaction à la crise du néolibéralisme. Certains affirment que ces mouvements ont échoué parce qu'ils n'avaient pas de perspective ou de stratégie et qu'ils ne se sont pas dotés d'organisation. Cette critique mérite d'être approfondie. Elle n'est pas suffisante car elle sous-estime les répressions qui ont répondu à ces mouvements. Les mouvements ne rejettent pas toutes les formes d'organisation ; ils en expérimentent des nouvelles. Celles-ci ont démontré leur intérêt dans l'organisation des mobilisations, la réactivité aux situations et l'expression de nouveaux impératifs. La question des formes d'organisation par rapport aux pouvoirs est toujours à l'ordre du jour.

Le changement des représentations

Pendant très longtemps les représentations du politique opposaient deux pôles : une droite qui revendiquait l'ordre et une approche conservatrice ; une gauche qui se présentait comme porteuse du changement et du progrès social. La droite comprenait une extrême droite réactionnaire et la gauche comptait une extrême gauche qui se présentait comme révolutionnaire. Cette représentation a laissé la place à une nouvelle configuration avec trois pôles de référence : une droite néolibérale, dirigeante du capitalisme et qui inclut une « gauche de gouvernement » ; une droite nationaliste, identitaire et sécuritaire, polarisée par l'extrême droite ; une gauche progressiste et plus radicale qui se revendique de l'égalité. Cette configuration n'est pas propre à la France, on la retrouve dans plusieurs pays. Dans le système électoral et idéologique de la France, elle rend plus difficile la définition d'une majorité électorale. Elle accompagne la montée de l'extrême droite à l'échelle mondiale.

La droite néolibérale se réfère à la forme dominante du capitalisme dans la phase de la mondialisation néolibérale. Elle caractérise le camp de la Triade (États-Unis, Europe, Japon) et de l'impérialisme dominant. Elle a imposé, aux nouveaux pays du Sud, la dette, les programmes d'ajustement structurel et les guerres. Elle pensait l'avoir emporté avec la chute du mur de Berlin en 1989 et qu'elle pourrait imposer un nouvel ordre mondial géré par le FMI, la Banque mondiale et l'OMC (Organisation mondiale du commerce). Mais la crise de 2007-2008, la pandémie, le climat et les guerres ont mis son modèle en crise.

La droite nationaliste revendique par rapport à la droite néolibérale la défense de l'État-Nation dans la mondialisation. Elle revendique le sécuritarisme et l'identitarisme. Elle revendique la fierté coloniale et ne craint pas d'affirmer son racisme. Elle s'organise dans les courants extrémistes des différentes religions et dans les affirmations évangélistes. Elle

oppose ces valeurs à l'égalité et la solidarité portée par la gauche. Elle réagit très violemment contre les nouvelles radicalités qui bouleversent le monde qu'elle voudrait préserver. Elle mène la guerre contre les étrangers et les migrants.

La gauche est en recomposition. Elle doit construire un projet politique commun unifié à partir des histoires de ses différentes composantes (communistes, socialistes, écologistes, révolutionnaires). Elle doit prolonger la première phase de la décolonisation qui, de 1920 à 1955, a débouché sur les indépendances des États et sur un système international inabouti. Elle doit accepter les perspectives ouvertes par les nouvelles radicalités. Elle doit inscrire ces nouvelles radicalités dans les luttes de classes et renforcer les mouvements ouvriers et paysans. Elle doit mener la bataille pour l'hégémonie culturelle contre les dérives identitaires et sécuritaires de l'extrême droite et contre les discriminations et les inégalités portées par la mondialisation néolibérale.

Les situations dans les très nombreux pays qui ont connu des mouvements radicaux après 2011 ont multiplié les exemples d'innovations et de propositions de renouvellement du politique. Ces exemples ont été écrasés par les répressions ; mais il en apparaît tout le temps des nouveaux. C'est ce que l'on voit aujourd'hui dans plusieurs pays d'Amérique latine. C'est ce qu'on a vu aussi aux États-Unis avec les propositions portées par les quatre jeunes femmes parlementaires, membres du DSA (Democratic Socialists of America), proches de Bernie Sanders, dont Alexandria Ocasio-Cortez. Elles cherchent à valoriser les prolongements politiques de #MeToo et de Black Live Matters. Elles prônent un vaste plan d'investissement, un Green New Deal, pour stopper le réchauffement climatique, tout en promouvant la justice sociale et la santé publique. C'est ce qu'on retrouve aussi avec les tentatives d'émergence d'un Sud Global héritier de la décolonisation.

Les mouvements sociaux interpellent les partis politiques et la forme-parti

Les mouvements sociaux sont des mouvements politiques. Ils assument directement une partie des tâches d'organisation qui relevaient traditionnellement des partis politiques, notamment le leadership reconnu et les négociations. Cette structuration traditionnelle est largement remise en cause du fait de la grande méfiance des activistes, et plus généralement des populations mobilisées, par rapport aux institutions politiques et particulièrement par rapport aux partis politiques. Dans certains cas, des partis politiques d'une forme relativement traditionnelle sont issus des mouvements, ou plutôt d'une partie des mouvements. Dans d'autres cas, des formes d'organisation structurées incluant certains partis ont été reconnues. Les mouvements des insurrections depuis 2011 ont produit de nombreuses tentatives souvent inabouties, comme par exemple les « indignés », les « occupy », « l'Union des professionnels » soudanais, le « Hirak algérien »... Ces prolongements doivent être évalués et approfondis.

Les mouvements sociaux sont eux aussi en redéfinition. Nous avons déjà cité le mouvement paysan avec la Via Campesina qui a appuyé les mobilisations à partir d'un renouvellement radical de ses mots d'ordre autour de l'agriculture paysanne, du refus des OGM, de la souveraineté alimentaire. Par ailleurs, les mouvements sociaux sont confrontés à la difficile négociation avec les pouvoirs et aux risques d'ONGéisation qui les accompagnent.

La recherche d'une nouvelle synthèse, ou à tout le moins d'une meilleure articulation entre la forme mouvement et la forme-parti est à l'ordre du jour. Elle implique la remise en cause des formes d'organisation des partis, aussi bien des partis parlementaires que des partis d'avant-garde. Aucun mouvement n'accepte d'être représenté par des partis dans le jeu institutionnel, mais pour autant, des victoires au sein des institutions renforcent la conscience globale et les mouvements. Comment tenir cette contradiction sur le long terme ?

La question stratégique de la transformation sociale et du pouvoir

La remise en cause de la forme parti est directement liée à la question stratégique. La question fondamentale posée au mouvement révolutionnaire est la question stratégique, celle de la transformation sociale et du pouvoir. Immanuel Wallerstein a beaucoup insisté sur le nécessaire renouvellement de la stratégie révolutionnaire. Il rappelait que la bourgeoisie avait défini une stratégie, depuis Cromwel, dès 1530 : créer un parti, pour conquérir l'État, pour changer la société. Dans la I^{re} Internationale, le débat a porté sur l'adoption de cette stratégie pour construire le socialisme. Après bien des débats, notamment après la Commune, et le débat sur l'État, le mouvement ouvrier a reconduit cette stratégie avec la II^e et la III^e Internationale. Aujourd'hui, la question est ouverte. Créer un parti pour conquérir l'État se traduit par un parti-État avant même d'avoir conquis l'État, et l'État n'est pas un moyen neutre pour construire une nouvelle société. C'est ce qui a conduit le mouvement altermondialiste à rechercher l'autonomie de la société par rapport à l'État et à approfondir la distinction entre la forme mouvement et la forme parti. Cette interrogation sur l'État remet au centre du débat la définition même de la démocratie interpellée par un changement culturel profond des nouvelles générations sur les questions de la représentation et de la délégation. La conquête de l'État a permis à la bourgeoisie d'imposer le capitalisme, il est peu probable qu'elle permette d'en sortir. Ce qui est en jeu, c'est la définition d'une nouvelle stratégie de transformation politique.

5. Reconstruire l'internationalisme

Les inégalités et les injustices sont devenues

insupportables

Une des questions nouvelles et essentielles est celle de l'articulation entre les formes mouvements et les formes-partis. Il s'agit du renouvellement du politique. Elle est caractérisée par une forte évolution : les mouvements sociaux montrent que les inégalités, les discriminations et les injustices sont devenues insupportables. Les mouvements sociaux annoncent une nouvelle ère à l'échelle mondiale. Une ère analogue à celle de l'affirmation des droits au XVIII^e siècle, à celle des nationalités en 1848, aux révolutions socialistes du XX^e siècle, à celle de la décolonisation de la seconde moitié du XX^e siècle, à celle de la contre-culture et de la libération des femmes des années 1960 et 1970.

Cette révolution encore souterraine, mais dont les mouvements localisés, massifs et répétés, forment les principaux points d'accroche, est portée par l'idée partagée à l'échelle mondiale que les inégalités, les discriminations, les injustices, l'arbitraire et la corruption sont insupportables. Et que la révolte pour les rejeter est légitime. D'autant plus légitime qu'il s'agit de l'avenir de l'Humanité elle-même, confrontée à une crise climatique et écologique majeure que les pouvoirs en place refusent de prendre en compte. Les révoltes ne sont pas seulement des soulèvements de refus. Les révoltes deviennent des révolutions quand des issues apparaissent possibles. Si les inégalités et les injustices sont devenues insupportables et inacceptables, c'est aussi parce qu'un monde sans inégalités et sans injustices apparaît possible.

Internationalisme et altermondialisme

La conjonction de la pandémie et du climat confirme d'une certaine manière le mouvement altermondialiste ; elle l'oblige aussi à se réinventer pour tenir compte de l'évolution de la situation. Le mouvement altermondialiste affirme que la réponse à la mondialisation néolibérale doit se déployer à toutes les échelles : locales, nationales, par grandes régions géoculturelles, mondiale. La référence n'est pas le nationalisme, c'est l'internationalisme et l'altermondialisme. C'est la construction d'un autre monde possible et nécessaire, au sens propre du terme, qui doit faire l'objet d'une réflexion globale.

Le mouvement révolutionnaire de la prochaine période est aussi confronté à la nécessaire redéfinition de l'internationalisme. L'altermondialisme se propose comme un prolongement de l'internationalisme prenant en compte la mondialisation néolibérale comme une nouvelle phase du capitalisme. L'internationalisme est aujourd'hui confronté à la nécessaire redéfinition de la période qui n'a pas encore tenu compte de la rupture de la décolonisation. Si on revient à la formule de Chou En Lai à Bandoung, en 1955, les États ont eu leur indépendance et on en voit les limites, les nations veulent leur libération ce qui entraînera une évolution profonde des États au-delà des États-Nations, c'est une évolution qui commence à peine. Et comment peut s'organiser le système mondial à partir de la libération des peuples ?

Le mouvement altermondialiste s'est affirmé comme le mouvement anti-systémique du néolibéralisme. Le mouvement altermondialiste doit se renouveler. Il a connu plusieurs périodes dans son opposition au néolibéralisme. De admin2022-08-31T16:01:00a Pendant ces dix années, puis les dix suivantes, la notion d'altermondialisme n'avait pas été inventée ?

Est-ce à dire que depuis 2011, l'altermondialisme a disparu ou bien que les nouveaux combats ne s'y réfèrent pas explicitement.

1979 à 1989, il a été porté par les luttes contre la dette et l'ajustement structurel dans les pays du sud. De 1990 à 1999, il a organisé des grandes manifestations mondiales contre l'imposition d'un nouvel ordre mondial contrôlé par les institutions de Bretton Woods (FMI, Banque Mondiale, Organisation mondiale du commerce) autour du mot d'ordre : « le droit international ne doit pas être subordonné au droit des affaires ». Après les manifestations de Seattle, en 1999, il a opposé le Forum social mondial au Forum Économique Mondial de Davos. À partir de 2000, il organise les Forums sociaux mondiaux. En 2007-2008, la crise financière, est suivie à partir de 2011 par des insurrections dans plusieurs dizaines de pays. Le néolibéralisme entame une mutation austéritaire, combinant austérité et sécuritarisme. Depuis 2008, la succession des crises ouvre une nouvelle période : crise financière, réponse austéritaire du capitalisme mêlant austérité et autoritarisme, insurrections populaires depuis 2011, prise de conscience de la crise climatique et écologique, crise pandémique, crise idéologique, crise géopolitique et militaire.

Les mouvements réactionnaires, identitaires et d'extrême droite se renforcent en réponse aux nouvelles formes de contestation des mouvements sociaux, salariés et paysans, d'émancipation féministe, écologistes. Dans les nouveaux mouvements, les mouvements antiracistes et les peuples autochtones se réfèrent directement à la décolonisation. La crise de la pandémie et du climat ouvre une nouvelle crise de civilisation. Le mouvement altermondialiste est confronté à un nécessaire renouvellement.

Les rapports entre le local, le national et le mondial

Les mouvements sociaux renouvellent les rapports entre le local, le national et le mondial. Les mouvements sociaux se définissent toujours à l'échelle nationale ; leurs revendications s'adressent aux pouvoirs de leur État, de leur pays. Ils ont aussi un ancrage local ; ce sont des mouvements de places, on les appelle par le nom des villes où ils se déroulent, parfois même de la place où de la rue qu'ils occupent. Ils ont aussi et d'emblée une dimension mondiale ; c'est à cette échelle qu'ils prennent leur sens. Les mouvements donnent leur sens aux territoires.

Ces mouvements sont une réponse à la mondialisation capitaliste et à sa phase néolibérale. On peut les considérer comme une nouvelle phase de admin2022-08-31T16:02:00a leur insu ?

l'altermondialisme. Le mouvement altermondialiste rappelle que la transformation de chaque société ne peut pas être envisagée en dehors du changement du monde. Il s'appuie sur un droit international construit autour du respect des droits fondamentaux. Il propose, en lieu et place d'une définition du développement fondée sur la croissance productiviste et les formes de domination, une stratégie de la transition écologique, sociale, démocratique et géopolitique. Comme le proposent Edouard Glissant et Patrick Chamoiseau [15], à la mondialisation capitaliste, nous opposons la mondialité et les identités multiples.

La stratégie interpelle l'articulation du local au global. Le local implique la liaison entre les territoires et les institutions démocratiques de proximité. Le niveau national implique la redéfinition du politique, de la représentation et de la délégation dans la démocratie, le renforcement de l'action publique et le contrôle démocratique du pouvoir d'État. Les grandes régions sont les espaces des politiques environnementales, géoculturelles et de la multipolarité. Le niveau mondial est celui de l'urgence écologique, des institutions internationales, du droit international, qui doit s'imposer par rapport au droit des affaires ; et de la liberté de circulation et d'installation, notamment des droits des migrants.

Soyons attentifs à l'inattendu

L'avenir s'inscrit dans le temps long. À quelles situations historiques nous renvoie la situation actuelle ? La situation des années 1930 pourrait servir de référence avec la coexistence des guerres mondiales, du fascisme, du socialisme et de la décolonisation. Il y a toutefois une différence, il n'y a pas de pouvoir socialiste et le capitalisme, sous différentes formes, règne partout, même s'il est partout en crise.

Une autre période présente un grand intérêt, celle de la I^{re} Internationale, pendant laquelle il existait de nombreux mouvements porteurs du socialisme mais pas de pouvoir socialiste institué. Dans cette période, un grand moment historique, avec La Commune, va bouleverser les positions et relancer le débat sur l'État, notamment avec Marx et les anarchistes. Nous sommes dans une période de profonds bouleversements. Dans ces périodes, les contradictions conduisent à des nouveaux chemins et créent de l'inattendu. Soyons attentifs à l'inattendu qui va changer les situations et permettra de redéfinir les perspectives.

29 août 2022

Notes

- [1] Immanuel Wallerstein, « Dilemmas for the Global Left », Preface to Gustave Massiah, in collaboration with Elise Massiah, *Strategy for the alternative to globalization*, Black Rose Books, Montreal, 2011
- [2] Gérard Duménil & Dominique Lévy, *La grande bifurcation, en finir avec le néolibéralisme*, La Découverte, Paris 2014.
- [3] Bertrand Badie, « [Les 'alliances de bloc' sont mortes et l'Occident ne le comprend pas](#) » – OrientXXI, 20 juin 2022.
- [4] Gustave Massiah, « [Le rôle des pandémies et du climat dans la crise de civilisation](#) », *Les Possibles*, n° 24, Été 2020. À partir du livre de Kyle Harper : *La chute de Rome. Comment l'empire romain s'est effondré*, La Découverte, 2019 (version française de *The Fate of Rome*, Princeton University Press, 2017).
- [5] Geneviève Azam, *Le temps du monde fini*, Les Liens qui libèrent, 2010.
- [6] Note de la rédaction : voir le dossier « [Vers la fin de la séparation société/nature ?](#) », *Les Possibles*, n° 26, Hiver 2020-2021.
- [7] Naomi Klein, *La stratégie du choc, la montée d'un capitalisme du désastre*, Actes Sud 2007.
(*The Shock doctrine, the rise of disaster capitalism*, Ed Knopf Canada, 2007)
- [8] Angela Davis, *Femme, race et classe*, Éd. Des femmes, Antoinette Fouque, Paris 2007.
- [9] Gustave Massiah, « Repenser le développement pour repenser la solidarité internationale », CRID, mai 2019
- [10] Gustave Massiah, « Les mouvements sociaux à l'ère du numérique », à partir du livre de Zeynep Tufekci, Editions C&F, novembre 2019
- [11] Gustave Massiah, « Une approche altermondialiste des migrations », août 2020
- [12] Darrell Bricker et John Ibbitson, *Planète vide, le choc de la décroissance démographique mondiale*. Éditions Les Arènes, 2020.
- [13] Shlomo Sand, *Une brève histoire mondiale de la gauche*, La Découverte, 2022.
Thomas Piketty, *Une brève histoire de l'égalité*, Le Seuil, 2021.
- [14] Les Cahiers de Lasaire, « De la crise sanitaire à la transition écologique », *Les Cahiers* n° 59, Avril 2022.
- [15] Edouard Glissant et Patrick Chamoiseau, « De Loin », *Lettre ouverte*, décembre 2005.